

PRIX : 3000 FG

Le Démocrate

N° 1088 DU MARDI 7 SEPTEMBRE 2021 * ZONE CFA 500 * HEBDOMADAIRE INDEPENDANT D'ANALYSES ET D'INFORMATIONS



P.3

Après avoir arrêté le président Condé

Le colonel Dombouya dissout les institutions, suspend la constitution et met en place un comité...

Aliou Bah

« L'alternance est l'oxygène de la démocratie »

PP.4,5&6

Guinée

António Guterres, SG de l'ONU, condamne le putsch et «appelle à la libération immédiate du président Alpha »

P.7



P.3

Putsch en Guinée

«Notre pays a pris son destin en main»

RAPPROCHEMENT ENTRE LES PARTIS MEMBRES DU FNDC ET L'ANAD

Cellou levé un coin de voile

Possible rapprochement entre l'ANAD, l'UFR, le PEDN et le Model, pour dit-on lutter contre la mal gouvernance, la dictature et la violation des droits humains. Invité par nos confrères de FIM FM, le mardi, 30 août 2021, pour éclairer la lanterne des citoyens, le président de l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG) confirme l'existence de la démarche. Pour Cellou Dalein Diallo même si cette initiative ne vient pas de lui, elle est quand même salutaire. Lisez !

Le Démocrate :
Bonjour M. Diallo ! On apprend que vous seriez en phase de vous rapprocher un peu plus sur le plan politique avec les autres anciens Premiers ministres qui sont : M. Sidya Touré et M. Lansana Kouyaté. Et de l'autre côté, on apprend que ce rapprochement ne serait pas de l'avis de tout le monde au sein de l'ANAD. Qu'en est-il réellement ?

Cellou Dalein Diallo :
Effectivement il y a des pourparlers qui ont été engagés entre les partis politiques membres de l'ANAD et les partis politiques membres du FNDC à savoir le parti de M. Aliou Bah, le MoDel, le parti de Lansana Kouyaté le PEDN et le parti de l'ancien Premier ministre M. Sidya Touré de l'UFR. Ces pourparlers continuent pour voir quel type de coopération on peut développer entre les partis de l'ANAD et les partis politiques membres du



FNDC, c'est une réalité. Mais dire que certaines parties de l'ANAD ne sont pas d'accord, ce n'est pas du tout vrai. Il faut dire qu'il n'y a aucune divergence à cet égard. Lorsque la démarche des facilitateurs a été déclenchée, nous avons été saisis. Nous nous sommes réunis au sein de l'ANAD pour savoir qu'est-ce qu'on fait et c'est à l'unanimité qu'on a décidé de discuter.

Vous parlez des facilitateurs, qui sont-ils ?

L'initiative ne vient pas de nous. Lorsqu'au niveau de l'ANAD, on s'est retrouvé pour savoir quelle suite donnée à la démarche des facilitateurs, on a estimé qu'on pouvait discuter avec eux pour savoir qu'est-ce qui est possible d'établir comme coopération entre les partis politiques de l'ANAD et les partis politiques membres du FNDC. C'est dans ce cadre que les discussions ont commencé et voilà nous n'avons pas fini, mais on a

estimé qu'on pouvait dans certains domaines développer une coopération pour barrer la route à la dictature.

A part une bipolarisation assez marquée au sein de l'électorat guinéen, on le constate d'ailleurs 2021, depuis les élections de 2013, les communales qui ont suivie même la présidentielle passée, c'est presque moitié moitié, c'est presque du 50, 52% contre 48% sur le terrain aujourd'hui en Guinée. Quel était le besoin de l'ANAD qui avait, elle choisit d'aller à la dernière élection présidentielle de retourner vers les anciens Premiers ministres ou vers les autres partis politiques qui avaient divorcés de vous, il y a peine quelques mois quant à votre stratégie ?

Je rappelle que ce n'est pas une initiative de Cellou Dalein, mais Cellou Dalein

avait aussi appelé au rassemblement pour former une forte coalition contre la dictature, lutter contre la délinquance électorale, lutter contre la violence récurrente de la violation des droits humains, lutter pour que les prisonniers politiques soient libérés, lutter pour que les victimes de la violence de la répression des manifestation du FNDC, mais aussi des victimes de la violence électorale pour que tous ceux-ci puissent avoir droit à la justice et à la réparation. D'abord à la reconnaissance ensuite à la justice et à la réparation.

Donc, on a identifié un certain nombre d'objectif qu'on pourrait partager. On a dit qu'il serait bon dans la lutte pour la défense de ses valeurs, pour la défense de ces victimes ou pour la défense de la constitution et pour la défense de nos intérêts politiques. Qu'on pourrait naturellement conjuguer nos efforts et essayer de coordonner nos actions dans la lutte contre la dictature ; parce que nous avons en commun le fait que le pays est dans une crise grave qui est né de l'obstination d'Alpha Condé de s'octroyer un troisième mandat et de violer la constitution et son serment et toute chose que nous partageons.

On a eu de divergence ou de conflit. Dans la réalité d'aujourd'hui, nous ne reconnaissons pas le double scrutin. Nous ne reconnaissons pas le holdup électoral du 18 octobre 2020 et que la situation qui prévaut aujourd'hui en Guinée marqué par une course de

l'enrichissement illicite au détriment de l'amélioration des conditions de vie de la population. On pourrait mettre nos énergies et nos intelligences ensemble pour lutte contre ça. Ça ne signifie pas que nous étions d'accord sur tout, mais au moyen nous étions d'accord sur un certain nombre de chose.

Est-ce que vous nous confirmez qu'il n'y a aucun malaise au sein de l'ANAD ?

Il n'y a aucun malaise, aucune divergence à l'UFDG ni à l'ANAD. Nous avons fait une réunion ordinaire de l'ANAD. Tout le monde était là. On était surpris de voir dans la presse qu'il y avait un risque d'implosion, qu'il y avait de divergence, de malaise. Lorsque la démarche comme je vous l'avais dit a été mené, nous nous sommes retrouvés pour faire le point. Moi, je suis particulièrement attaché à cette ANAD et je veille à ce que personne ne soit frustré. L'initiative ne vient pas de moi, mais j'ai eu le mandat à un moment donné de discuter. L'ANAD dérange parce que les gens ont pris leur rêve pour une réalité.

Souvenez-vous, le jour de la signature de cette charte de l'ANAD, on a arrêté deux des leaders M. Bogola Haba dit Bogosse et M. Yaya Diallo. Certainement les gens prennent leurs rêves pour la réalité. Il y a aucune divergence, aucune crise au sein de l'ANAD. Ceux

(Suite à la page 4)

Le Démocrate

Hebdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

Siège: Quartier Dar-Es-Salam sur la route Leprince
Commune de Ratoma
Email: lindependantguinee@gmail.com
- Tél : 664.63.09.53 - BP: 2427
Conakry

Redacteur en chef

Amadou Sadjo DIALLO: 624 37 26
68 Email: dialloamsadjo@gmail.com

Comité de rédaction

Amadou Sadjo DIALLO
Alpha Amadou DIALLO
Amadou Tidiane DIALLO
Moussa THIAM

P.A.O

N. S. SOUMAORO

Recouvrements, Abonnements, Marketing, Publicités & Annonces

Mamadou Aliou Diakité Tél.
664.63.09.53/
622.04.62.21

E-mail: madalga1@gmail.com

Distribution: SPIC / Maison du Livre

Impression : SPIC/Imprimerie

Warh Business Groupe

Lisez le journal numérique sur le site www.kefinafasso.com

Lisez le journal numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Avis très important

Pour vos avis, annonces et publicités, Publi-reportages, couvertures médiatiques et abonnements, contactez le service commercial et marketing au

Tél. : 664 63 09 53 / 622 04 62 21

E-mail : lindependantguinee@gmail.com

APRÈS AVOIR ARRÊTÉ LE PRÉSIDENT CONDÉ

Le colonel Dombouya dissout les institutions, suspend la constitution et met en place un comité...

Après avoir réussi le coup d'Etat, colonel Mamdy Doumbouya annonce la dissolution des institutions républicaines. Le nouveau patron proclame la mise en place d'un Comité national du rassemblement et du développement (CNRD).



A l'en croire, ce comité ouvrira une concertation avec tous les acteurs politiques et sociaux pour une transition réussie et apaisée.

Le putschiste indique avoir pris le pouvoir pour des raisons de « non-respect des principes démocratiques, la politisation à outrance de l'administration publique, la gabegie financière, la pauvreté et la corruption endémique ».

Selon le Colonel Doumbouya, le Comité National du Rassemblement et du développement (CNRD) a décidé de prendre ses responsabilités vis à vis du peuple souverain de la Guinée dans sa totalité.

« C'est pourquoi nous avons décidé à partir de l'instant de dissoudre la constitution... Nous allons nous rassembler les quatre régions, la diaspora, les

personnalisation de la vie politique est terminée. Nous allons mettre en place un système qui n'existe pas, et ce système il faut qu'on fasse tous ensemble. Il y a eu beaucoup de morts pour ne rien, beaucoup de blessés, beaucoup de larmes, alors qu'on aime tous la Guinée. Donc, je pense qu'il est temps pour nous de se comprendre de se donner la main de s'associer, d'écrire une constitution qui est adaptée à nos réalités afin de régler nos problèmes. Parce que si vous voyez l'état de nos routes, de nos hôpitaux vous vous rendez compte qu'après 62 ans, il est temps pour nous de se réveiller. Il faut qu'on se réveille qu'on se donne la main et qu'on s'aime comme on a l'habitude depuis », a-t-il laissé entendre à la télévision nationale, quelques minutes après l'arrestation du président Alpha Condé, le dimanche 5 septembre 2021.

Amadou Tidiane Ndiré

Avis important

L'Administration et la Direction du groupe de presse "**L'Indépendant/Le Démocrate**" constatent ces derniers temps, avec regret, que des individus non identifiés se présentent au niveau des institutions nationales et internationales, ainsi qu'au niveau de certaines sociétés de la place, au nom des deux organes, sans aucune autorisation de leurs responsables.

Face à ces agissements relevant du délit, l'Administration et la Direction du groupe de presse "**L'Indépendant/Le Démocrate**" invitent cordialement et humblement les entités citées plus haut à se référer toujours à l'adresse mentionnée dans l'ours des deux journaux en cas de besoin.

Merci d'avance de la compréhension!

La Rédaction

PUTSCH EN GUINÉE

« Notre pays a pris son destin en main » (Marie Madeleine Djoubate)

Djoubate)

L'arrestation du chef de l'État Pr Alpha Condé par les hommes du Groupement des Forces Spéciales fait réagir la classe politique guinéenne. Face à cette situation très tendue, l'opposante Marie Madeleine Djoubate dit avoir pris acte de ce coup d'État avant d'inviter les nouvelles autorités à la retenue.



« On a pris acte de ce coup d'État. Je vais lancer d'abord un appel aux nouvelles autorités en leur demandant de statuer à rétablir l'injustice et le droit de l'homme. Et dans ce contexte bien précis que la Guinée vit aujourd'hui en ce dimanche, il est essentiel que le droit des personnes arrêtées soient respectées. Donc il ne faut qu'il ait vendetta. Donc, il faut faire attention à cela. Et j'espère que les nouvelles autorités vont s'atteler rapidement à reconstruire le tissu social qui a été détruit par les divisions ethniques. Je pense qu'en ce moment, il faut trouver une harmonie dans notre pays et dans la sous-région », a-t-elle lancée.

Par ailleurs, la présidente

du Congrès Panafricain (CPA) appelle aux nouvelles autorités de s'engager à résoudre les problèmes de la Guinée et améliorer les conditions de vies de la population. « Notre pays a pris aujourd'hui son destin en main et qu'il faut éviter les erreurs du passé, s'atteler à résoudre tous les problèmes du présent et du futur qui sont les conditions de vie des personnes qui sont : la lutte contre la corruption, les réformes institutionnelles et sociétales, la réforme de l'administration. (...) Donc, je pense qu'ils ont beaucoup de travail, et que les défis sont énormes. Je leur souhaite bonne chance », lance l'ancienne candidate à l'élection présidentielle de 2015.

Amadou Tidiane Ndiré

RAPPROCHEMENT ENTRE LES PARTIS MEMBRES DU FNDC ET L'ANAD

Cellou levé un coin de voile

qui sont du FNDC ne viennent à l'ANAD. Nous, on ne vient pas au FNDC. On essaye de voir les partis politiques qui sont membres de ces deux institutions, si on peut envisager de coopérer et parfois d'agir ensemble en fonction des circonstances pour défendre les valeurs dont nous partageons.

Quand vous dites les partis membres de l'ANAD et les partis membres du FNDC, est-ce qu'il y a des partis au sein de l'ANAD qui ne sont pas membres à date du FNDC en esprit ou en participation aux réunions ?

En ma connaissance, il y a trois partis identifiés au sein du FNDC. Ce sont : le MoDeL, le PEDN et l'UFR. Au niveau des débats qu'on a eu, c'était trois partis qui étaient aussi présents puisqu'on a une réunion virtuelle. Nous on a dit : qu'est-ce qu'on fait ? On répond quoi face à la démarche. Il était pratiquement dans l'unanimité... On a besoin d'avoir un rassemblement aussi large que possible. S'ils sont d'accords, s'ils ne reconnaissent pas le 3^{ème} mandat, s'ils ne sont pas d'accord du Holdup du 18 octobre, s'ils ne sont d'accord des violences récurrentes des droits humains, s'ils ne sont pas d'accord avec les interdictions de manifester, s'ils ne sont pas d'accord avec une série de violation de la constitution et des lois de la République et des exactions commises parce que je dois rappeler qu'on a aujourd'hui 90 prisonniers qui croupissent parce qu'ils ont lutté contre le troisième mandat. Vous connaissez le cas de : Foniké Menguè, Etienne Soropogui, Haba (Beau gosse) Abdoulaye Bah, Esmâël Condé, Mamadi Onivogui, Sorel Bangoura....

Est-ce que vous croyez sincèrement à la possibilité que cette démarche aboutisse quand on connaît la position de Lansana Kouyaté vis-à-vis des positions que vous avez eu à prendre au grand

moment de la vie politique de notre pays, on ne parle pas de Sidya Touré ?

Je ne sais pas si ça va aboutir. On ne sait jamais si son projet va aboutir. Nous avons réussi de la part des facilitateurs une proposition. Je vous ai dit qu'on a dit si on peut être d'accord sur un certain nombre de chose, chacun restant dans son entité mais qu'on a un accord de coopération qui nous permet de nous mobiliser ensemble contre la mauvaise gouvernance, contre la délinquance électorale, contre la violence récurrente des droits humains. Il n'y a pas de problème.

Du côté de l'UFR, du PEDN et du MoDeL comment est-ce que cet élan qui est amorcé par des facilitateurs est perçu ?

Ils sont d'accord sur les principes de nous rassembler, d'élaborer un accord de coopération, un protocole d'accord qu'on puisse lutter en temps contre la cherté de la vie, lutter ensemble contre la violation des droits humains, lutter ensemble pour la libération des détenus politiques, ils sont d'accord jusque-là.

Il y a un fait, c'est que vous êtes d'accord sur l'essentiel, mais ce qui vous a séparé il y a un an, c'était la stratégie des uns et des autres. Le FNDC ne voulait pas se rendre à cette consultation présidentielle, contrairement vous et les partis de l'ANAD. Le FNDC c'est d'abord la société civile et quelques partis de l'opposition. Si l'UFR, le MoDeL et le PEDN sont prêts à discuter avec vous, quand n'est-il de la branche de la société civile du FNDC incarné par M Abdourahmane Sanoh, Ibrahima Diallo, Sékou Koundouno ?

Eux-mêmes je crois, ils veulent donner une marge de manœuvre aux partis politiques parce qu'il y a des aspects qui sont strictement politiques : si on parle d'élection, si on parle du fichier.

Je comprends en ce qui

concerne la démarche avec la bénédiction de certains membres du FNDC de la société civile que vous avez citée, certains font partie des facilitateurs, mais ils n'ont pas de problème. La divergence comme vous l'avez dit est née de notre participation aux élections. Aujourd'hui il y a des enjeux aussi nouveaux. Evidemment, ce sont des partis politiques agréés, nous sommes des Guinéens. C'est sûr, il y en a des divergences sur certaines questions, mais on a une série d'objectif que nous partageons. Une préoccupation que nous partageons.

Quand n'est-il du retour des manifestations, est-ce que c'est l'une des stratégies à l'étude dans le cadre de ce rapprochement ? Est-ce que vous êtes en train de travailler à rassembler toutes les forces de l'opposition pour éventuellement revenir aux manifestations des rues ?

C'est forcément envisagé qu'on organise les manifestations ensemble puisque c'est un droit constitutionnel. Pour l'ANAD, nous sommes en train d'implanter nos antennes dans toutes les préfectures de la Guinée et dans toutes les communes de Conakry. C'est d'ailleurs l'objet de notre réunion ordinaire hier, c'était de faire le point sur l'implantation de nos antennes à l'intérieur du pays et ce travail avance à merveille. Le jour où nous allons lancer le mot d'ordre, il faut que toute la Guinée se mobilise. Et je sais que nos partenaires des partis politiques membres du FNDC sont de la disposition pour reprendre les manifestations communes.

Une synthèse d'Alpha Amadou Diallo

Le Démocrate
Votre hebdomadaire de tous les mardis

ALIOU BAH

« L'alternance est l'oxygène de la démocratie »

Le MoDeL, l'UFR, l'ANAD, le PEDN, ces entités politiques souhaitent revendiquer leur opposition radicale au régime en place après avoir échoué à empêcher un troisième mandat à Alpha Condé. Voilà les questions qui taraudent les esprits, quelle forme prendra cette construction des forces politiques après leur divergence à la veille de la présidentielle de 2020 ? Quelles sont les chances de voir ces négociations aboutir ? Et quel agenda dans le cours et le moins terme ? Le président du parti MoDeL joint par téléphone, le vendredi, 03 septembre 2021, par nos confrères de FIM Fm, répond à cœur ouvert à ces différentes questions. Lisez !



Le Démocrate : Bonjour M. Bah ! Qu'est-ce qui motiverait le MoDeL à se mettre avec l'ANAD ?

Aliou Bah : Il s'agit des entités qui partagent le même souci c'est-à-dire : c'est lui qui consiste à dire qu'il ne faut pas rester le bras croisé tandis que notre pays est en train de s'engouffrer dans la boue, compte tenu de la situation que chacun de nous connaît et que chacun de nous est en train de vivre. Qu'est-ce qu'il faut faire ? Il faut laisser passer ou il faut se réorganiser pour davantage lutter puisqu'il s'est avéré que seule la lutte permet d'obtenir de résultat ?

Nous sommes des acteurs politiques qui sont autorisés à exercer nos activités ici, c'est pourquoi ces entités qui lisent ensemble de la même manière la situation, qui ont des points de convergence en matière d'objectif, se sont réunis en l'occurrence l'œil

politique du FNDC qui est composé de certains partis politiques encore qui n'ont pas décidé de quitter en l'occurrence le PEDN de M. Lansana Kouyaté, l'UFR de M. Sidya Touré, le MoDeL que je dirige, a décidé d'ouvrir de discussion sur la base d'une facilitation qui a été organisé encore la Guinée, qui voudraient voir la Guinée sortir de cette situation-là.

Bien entendu des discussions ont été ouverte avec l'ANAD à travers le président de l'UFDG M. Cellou Dalein Diallo qui représentait l'entité. ... On a commencé les discussions sur la base des convergences, nous avons évalué la situation ensemble et nous avons décidé de travailler main dans la main pour faire en sorte que les forces politiques en Guinée se réorganisent et qu'on essaye

(Suite à la page 5)

ALIOU BAH

« L'alternance est l'oxygène de la démocratie »

de continuer la bataille parce que le défi démocratique nous interpelle. Nous avons créé des partis politiques pour cela, pas pour autres choses.

Donc, il ne s'agit pas de dissoudre l'un dans l'autre, il ne s'agit pas d'une alliance politique encore moins d'une alliance électorale, c'est pourquoi j'ai dit que c'est une coopération.

Vous avez parlé pour vous mais aussi pour le PEDN et l'UFR parce que vous avez dit : nous avons décidé d'aller dans ces discussions, ce qui ne semble être du côté de l'UFR. On a vu la sortie de certains responsables de communication de l'UFR qui ne parlent pas du tout de rapprochement. On a l'impression qu'on va à tous les sens. Vous vous semblez entonner la même chanson que l'ANAD, cela ne semble pas le cas chez l'UFR ? Qu'est-ce que vous en pensez ?

Je ne pense qu'il y ait une polémique malgré que certains souhaiteraient qu'il soit ainsi. Vous savez dans notre pays toutes les bonnes initiatives ont été caricaturées et étouffées. Moi, c'est des choses qui ne me surprennent dans la mesure où nous sommes avertis, nous connaissons les péripéties auxquelles nous devrions faire face. Il y a l'adversité officielle qui est là. Il y a l'adversité tacite qui est là, voilà c'est des choses qui fonctionnent de cette façon. Moi, il y a quelques années de cela, quand nous menions les démarches pour la création du FNDC et tout ce que cela a produit. Il n'y a pas ce qu'on n'a pas entendu. On avait dit qu'il n'y aurait pas deux mois de survie pour le FNDC, on avait dit que : tel ou tel n'allait s'asseoir sur une table.

Nous avons vu ces trois dernières années ce que nous avons fait, nous sommes fiers de la lutte que nous avons menée. (...)

Je pense qu'au moment venu, toutes les voix autorisées se prononceront, bien entendu on va avancer. En attendant, je ne souhaite engager une quelconque polémique avec qui que ce soit parce que pour moi, avoir le mandat du MoDeL

pour nous représenter dans ces discussions avec un mandat de négociation de discussion, je n'ai pas eu le sentiment que tous ces acteurs présents autour de cette table de discussions avaient de réserve. Bien entendu nous avons revu beaucoup de chose, mais il est naturel qu'en politique qu'on ait de moment de contradiction, qu'on ait de moment de mésentente. Mais le plus important c'est de s'accepter de se parler. Il y a encore de bons Guinéens qui aiment ce pays qui sont tapis dans l'ombre qui sont en train d'agir, qui sont en train de nous rappeler certaines responsabilités que nous avons au regard de la conscience que nous inspirons aux populations, bien entendu, il est de notre devoir de répondre à ces appels-là, c'est ce que nous sommes en train de faire.

Quand vous parlez d'acteur autour de la table exactement est-ce que l'UFR en tant qu'acteur était représenté autour de cette table ?

Absolument ! Sinon vous savez, je ne suis pas quelqu'un qui joue au sensationnel. Je ne me permettrais pas de vous dire que nous avons eu tel et tel et que cela ne soit pas, ce n'est pas ma nature.

L'autre question qui semble un peu secrète qui sont ces personnalités-là qui sont en train d'offrir leurs bons offices pour ce rapprochement, est-ce que c'est une mission de la société civile ? Est-ce que c'est une mission venant de l'extérieur de notre pays ou est-ce que c'est d'autres politiques ici en Guinée ? Qui sont-ils ces facilitateurs ?

Je ne vais pas vous dire le nom, je vais simplement vous dire que ce sont des Guinéens comme vous et moi qui avons le souci de la Guinée, qui ont agi pour ce pays, qui continuent d'agir pour ce pays. Vous savez tous ceux qui aident la Guinée à s'en sortir ou à dépasser certaines situations ne sont pas forcément les Guinéens du spectacle. Ce ne sont pas que ceux-là qui s'affichent, il y a beaucoup de bon Guinéen encore qui sont d é s i n t é r e s s é s

matériellement ou bien qui ne sont pas intéressés à des récompenses politiques ou quelques natures que ce soit qui sont-là qui sont en train d'agir.

Le seul avantage de la crise en laquelle nous sommes, c'est que l'horizon se clarifie dans la mesure où on peut savoir à qui on peut parler pour certaines situations certainement. Ça permet de savoir qui est qui, avec qui il faut discuter. Mais il fallait dans une dynamique d'inclusion. Il ne faut pas exclure mais simplement il ne faut pas s'associer pour le plaisir de s'associer aussi. Il faut s'assurer que les personnes qui se mettent ensemble soient des personnes qui mettent sur la table le minimum de bonne foi et d'intégrité pour aller de l'avant. C'est fondamental !

On a envie de vous poser une question pas en tant qu'Aliou Bah le président du MoDeL, mais Aliou Bah le citoyen Guinéen, soucieux de l'avenir de ce pays. Qu'est-ce qu'il faut aujourd'hui pour sortir de cet

engrenage ?

Vous savez puisque nous vivons tous dans ce pays, nous pouvons chacun de nous relater ce qui s'est passé ces dernières années. Il se trouve que la crise à laquelle vous faite allusion, elle était prévisible, elle ne nous surprend pas. Il y a quelques années nous avons alerté sur les conséquences éventuelles de la confiscation du pouvoir, il est dit clairement que ***"l'alternance est l'oxygène de de la démocratie"***. La démocratie guinéenne ne respire plus c'est comme une sorte de marmite dont le couvercle est complètement fermé, donc qu'est-ce qui va se passer, il y a une température intérieure qui est très forte. Et bien entendu ça ne profite qu'à ceux qui nous ont conduits à cette situation-là. Qu'est-ce qu'il faut faire ? C'est la question fondamentale que vous avez posée, il s'agit de continuer de se battre avec les moyens légaux.

Par quel moyen, est-ce que vous pensez que le retour des manifestations

est un recours ?

Les manifestations sont légales, il ne faudrait pas continuer à diaboliser. Nous avons discuté de cela, il y a très longtemps, mais il y a beaucoup d'autres moyens, les moyens politiques dont nous disposons. Aujourd'hui, s'il n'y avait pas une mobilisation autour du FNDC, le monde n'aurait pas compris qu'Alpha Condé avait un projet de dictature dans notre pays, il a fallu que les gens se mobilisent. La confiscation du pouvoir est une évidence, cela a été constaté par tout le monde. La Guinée c'est un pays aujourd'hui au banc de la communauté internationale en termes de crédibilité, vous le savez. Le Gouvernement passe tout le temps à s'expliquer, à se justifier, jusqu'à présent c'est eux qui sont à la défensive. L'opinion nationale est sensibilisée, la dégradation des conditions de vie, si nous n'avions pas alerté, les gens n'auraient compris les raisons. Tout de suite j'ai écouté le ministre

(Suite à la page 6)

COUP D'ÉTAT EN GUINÉE

Le FNDC annonce une réunion d'urgence (Communiqué)

Suite à l'arrestation du président Alpha Condé, le dimanche 05 septembre 2021, par les forces spéciales de l'armée guinéenne et la prise du pouvoir le Comité National du Rassemblement et du Développement (CNRD), le FNDC indique avoir pris acte et annonce une réunion d'urgence.

COMMUNIQUÉ...

Le FNDC observe cette situation qui prévaut actuellement dans notre pays et prend acte, notamment, de la déclaration faite par ce Comité militaire annonçant la dissolution de la « constitution » du 3ème mandat et de toutes les institutions issues du coup d'État constitutionnel imposé au peuple de Guinée à travers la répression et un simulacre d'élections le 22 mars 2020.

Le FNDC rappelle que ce régime qui était dirigé par le dictateur Alpha Condé



était illégitime et anticonstitutionnel.

La Coordination Nationale du FNDC informe de la tenue urgente d'une réunion entre les acteurs sociaux et politiques autour de la situation. L'opinion nationale et internationale sera informée des conclusions de cette rencontre.

Ensemble unis et solidaires, nous vaincrons ! Conakry, le 05 septembre 2020

ALIOU BAH

« L'alternance est l'oxygène de la démocratie »

(Ismael Dioubaté, ministre du Budget, ndlr) que vous avez interviewé.

Comment se fait-il qu'on puisse expliquer une augmentation de dépense pour des départements qui sont complètement improductifs ? Et comment peut-on parler de comparaison : la Guinée, le Sénégal, la Côte d'Ivoire à tout moment ? Étant donné que nous n'avons pas le même niveau de productivité. Mais en rendement égal, salaire égal, c'est compréhensible. Prenez le PIB de la Côte d'Ivoire et du Sénégal, vous pouvez estimer tout le temps qu'il faut trouver une manière subtile de tromper l'opinion en disant que nous sommes au même niveau que les autres. Moi, je pense que tous ces facteurs-là nous interpellent. Alors qu'est-ce qu'il faut faire ? Nous, nous sommes des acteurs politiques, nous menons des activités qui sont tout à fait légales. Nous ne sommes pas dans la subversion au contraire, nous avons subi toute forme d'injustice et toute sorte de violence mais malheureusement la justice ne fait pas son travail comme cela se doit.

Nous sommes loin de toute échéance électorale, aujourd'hui l'opposition telle qu'on la connaît peut-être s'est reconstituée, mais quel est l'objectif final ? Par quel moyen vous allez atteindre cet objectif ?

L'objectif est de ramener la Guinée dans un processus démocratique normal. Il se trouve que le régime actuel se donne un semblant d'égalité sur la base des lois taillées sur mesure. Ce régime n'a plus de légitimité d'autant plus qu'il a été imposé par la force, ce n'est plus à démontrer.

Nous savons sous d'autres cieux, tous les régimes qui ont vécu dans l'injustice, même l'apartheid était légal, mais c'était illégitime, les gens ont combattu parce que c'était illégitime, c'était inacceptable. L'esclavage

était légal parce que c'était battu par des lois, mais c'était illégitime, les gens se sont battus, faut-il rester comme ça ? Alpha Condé qui est lui-même au pouvoir, il n'avait jamais dit qu'avec Conté que tout était terminé, malgré toute l'injustice qu'il disait avoir subi mais il a continué à se battre. Et d'ailleurs, il y a quelque chose qui doit interpellier les Guinéens.

Toutes les fois dans ce pays que les gens se sont préparés et pensent qu'ils sont mieux préparés pour assurer une succession, ils ont fait une fausse lecture de la situation. A la mort du premier président en 1984, personne ne pouvait s'imaginer comment la succession allait s'organiser. En 2008, ça c'est également passé comme ça. Ce pays à une histoire et l'histoire nous intéresse, on ne peut nous faire croire qu'on est venu d'hier et que voilà, il y a des gens qui tente d'exclure d'autres par des moyens illégaux et penser que cela va prospérer. Notre pays, c'est lui là que nous avons en partage, c'est ici que nous allons vivre, c'est ici que nous allons nous battre et nous ferons de notre mieux pour que notre pays revienne sur le processus démocratique ; c'est notre devoir et c'est notre obligation.

Adviendra ce qui adviendra ! Des amis sont en prison, d'autres sont dans les cimetières, mais est-ce que cela doit nous démotiver sous prétexte que des gens veulent nous tuer, veulent nous arrêter, veulent nous mettre en prison. Cela veut dire qu'on doit abandonner notre pays ? Non !

Une synthèse d'Alpha Amadou Diallo

Lisez le journal numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

RIPOSTE CONTRE LE COVID-19 EN GUINÉE

L'ANSS lance le Pass vaccinal électronique



Dans le cadre de la lutte contre la propagation du Coronavirus en Guinée, les autorités sanitaires du pays ont, à travers une conférence de presse animée par l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire, lancé le mercredi 1er septembre 2021, le pass vaccinal électronique. Ce pass vaccinal électronique est téléchargeable via ordinateur ou androïde sur le lien suivant avec Google Chrome: passvaccinal.anss-guinee.org.

Selon Dr Sakoba Keïta, Directeur Général de l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire (ANSS), ce pass vaccinal

électronique rentrera en vigueur le 30 septembre prochain, date à laquelle ses équipes auront fini d'enregistrer toutes les personnes vaccinées dans l'application.

« La plupart des pays évolue vers le certificat vaccinal qui semble être fiable, vérifiable partout où vous êtes. Nous n'avons pas encore enregistré tous ceux qui sont vaccinés. On a pris du retard dans l'enregistrement dans l'application qui nous sert de générer cette carte. Donc on a donné un délai jusqu'au 30 septembre, nous avons mis en place des équipes de retro-saisi pour aller très vite

et saisir aussi en temps réel les données des citoyens qui se vaccinent au quotidien. Si vous vous vaccinez aujourd'hui, nous avons prévu un délai de 24 heures pour vous permettre de générer votre carte directement à partir de votre téléphone ou de l'application. Ça c'est pour ce mois de septembre où l'affluence est très grande dans les centres de vaccination », a expliqué l'épidémiologiste.

Dr Sakoba Keïta indique par ailleurs que la validité du certificat sera testée assure-t-il, par les vigiles avec les numéros de téléphone personnels qui se trouvent sur les cartes.

A noter que des équipes seront installées à l'ANSS et à la DSVCO de Lambanyi pour, dit-on, corriger les erreurs de localisation et autres qui figurent sur les cartes de certaines personnes.

Pour l'instant le carnet vert, quant à lui, va être délivré jusqu'au 30 septembre prochain.

Marliatou Sall

EXAMENS NATIONAUX

Voici les statistiques des résultats...



candidats inscrits, 16 361 ont composés, total admis 4 314, soit 26,37%.

En Sciences Mathématiques : sur 28 899 candidats inscrits, 26 719 ont composés, total admis 9 381, soit 35,11%

En Sciences Sociales : sur 35 672 candidats inscrits, 32 826 ont composés, total admis 5 411, soit 16,48%.

Pour le BEPC, il y a eu 154 853 candidats inscrits ; 144 841 ont composés ; 50 807 ont été admis, soit 35,08%.de

En ce qui concerne l'Examen d'entrée en 7^{ème} année, 257 596 candidats se sont inscrits ; 244 922 ont composés ; 152 054 admis, soit 62,08%.

Sadjo Diallo

Le ministère de l'Education nationale a publié vendredi dernier, les statistiques des résultats des différents examens nationaux.

Au niveau Baccalauréat unique, le taux de réussite est de 25, 36%.

En Sciences Expérimentales : sur 17 600

COUP D'ETAT EN GUINÉE

Des citoyens de N'zérékoré se réjouissent du départ d'Alpha Condé

Réélu pour un troisième mandat à la tête du pays, le président Alpha Condé n'aurait fait que 8 mois dans sa nouvelle mandature, suite au coup d'État mené par l'homme qu'il a encadré, le colonel Mamady Doumbouya.

L'annonce de cette nouvelle avait paralysé la ville de l'N'zérékoré hier dimanche. Ce lundi, plusieurs citoyens opposés au régime déchu n'ont pas tardé à manifester leur joie au niveau du gouvernorat et de la place où se tenaient les passations des services entre les Gouverneurs et préfets.

Dans la foulée, les désormais hommes forts de la ville ont été ovationnés par la foule qui scandait des slogans "on est libéré, le dictateur est parti «.

Interrogé, Michel Kamano a félicité l'armée par sa bravoure. « *Moi je suis diplômé, mais depuis que j'ai fini je suis au chômage. Les Guinéens étaient fatigués de cette dictature d'Alpha Condé. Mais nous demandons aux nouvelles autorités de respecter les engagements qu'ils ont pris. Quand même, je reste optimiste pour la suite* », dira-t-il. Même avis pour Moussa Kourouma, qui a dit : « *C'était le bon moment car le peuple est fatigué de la mauvaise gestion de ce régime qui a semé la terreur. Tout le monde était opprimé*



dans son règne. Nous sommes libérés, je suis content ».

De son côté, Maurice Koulemou reste sceptique sur les engagements pris par le nouvel homme fort de Conakry.

« *Les militaires ne respectent pas le plus souvent les promesses une fois au pouvoir. Mon premier souhait était le départ du président Alpha Condé du pouvoir. Mais le doute que j'ai aussi, c'est l'effectivité des engagements pris. En tout cas, nous les soutenons dans le sens du redressement du pays le plus tôt que possible* », lance cet autre citoyen.

Dans la ville de

COLONEL DOUMBOUYA

« Le président est avec nous ; Il est dans un lieu sûr ; il a déjà vu un médecin »

Quelle est la situation d'Alpha Condé ? « Le président est avec nous. Il est dans un lieu sûr », déclare le Col Mamady Doumbouyah, porte-parole du Comité national de rassemblement et du développement, chez nos confrères de France24.

« Le président est avec nous. Il est dans un lieu sûr. Il n'y a aucun problème. Il a déjà vu un médecin. Il n'y a pas de soucis. Nos éléments tiennent la présidence on tient tout Conakry et on est avec toutes les forces de défense et de sécurité pour enfin mettre fin au mal guinéen », a-t-il déclaré.

Une synthèse faite par Abdou Iory Sylla

GUINÉE

António Guterres, SG de l'ONU, condamne le putsch et « appelle à la libération immédiate du président Alpha »



N'zérékoré, la déception se lit sur le visage des militants du pouvoir. Par contre chez les militants de l'opposition, c'est la joie immense. Et il faut rappeler que les services publics fonctionnent bien ce lundi même si une paralysie est constatée.

Mediaguinee.com

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Une université «clandestine» fermée à Conakry

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique vient de procéder à la fermeture d'une université privée clandestine à Sonfonia, dans la commune de Ratoma.

L'Université Alassane Dramane Ouattara (UDAO) située à Sonfonia-Casse opérait clandestinement depuis trois ans dans la capitale guinéenne, selon le secrétaire général dudit ministère. A en croire Binko Mady Touré, ce démantèlement de l'UDAO fait suite à une enquête engagée depuis six (06) mois par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique: « On ne peut pas ouvrir une université juste parce qu'on a de l'argent, il y a une procédure à suivre. Si on veut ouvrir une école ou une université, il y a toujours une structure compétente par laquelle il faut passer pour avoir l'agrément », a-t-il déclaré sur la page Facebook du département.

Il faut rappeler qu'une plainte a été déposée à la Direction centrale de la Police Judiciaire (DCPJ) contre les responsables de cette université.

Objectif224.com

Sur son compte twitter, António Guterres, le secrétaire général de l'ONU, a dit être « personnellement de très près la situation en Guinée. Je condamne fermement toute prise de pouvoir du gouvernement par la force du fusil et appelle à la libération immédiate du président Alpha Condé ».

Pour rappel, pendant la journée, à la télé nationale, le colonel Mamady Doumbouya, au nom d'un Comité national de rassemblement et du développement, a dit que son groupe va dissoudre « la constitution. Nous allons dissoudre les institutions. Le gouvernement est dissous. La fermeture des frontières terrestres, pendant une semaine encore. Et nous allons voir après les frontières aériennes comment faire ». Chez nos confrères de France24, il a déclaré : « Le président est avec nous. Il est dans un lieu sûr. Il n'y a aucun problème. Il a déjà vu un médecin. Il n'y a pas de soucis. Nos éléments tiennent la présidence on tient tout Conakry et on est avec toutes les forces de défense et de sécurité pour enfin mettre fin au mal guinéen. »

Guinee7.com

Opinion

BAC 2021

L'échec des candidats, une sanction ou la recherche d'une solution ?



Nous constatons que depuis 2007, le BACCALAURÉAT prend l'allure d'un concours d'accès à l'université où le nombre est défini avant les résultats. Sanction ou recherche d'une solution ?

Les autorités du système éducatif pensent que c'est en faisant échouer les enfants qu'elles trouveront la solution aux problèmes qui assaillent ce système depuis des décennies.

À ce jeu là, je dirai non messieurs les autorités, c'est plutôt vous (Autorités du système) qui êtes le vrai problème et la solution à toutes ces défaillances dans notre système éducatif.

Oui ! c'est vous qui faites mal aux enfants sans aucun remord. Car, vous voyez les attitudes malsaines de certains établissements privés qui commercialisent l'éducation des enfants soit en gonflant les notes de cours, soit en négociant l'admission des élèves dans le seul objectif de faire

la promotion de leurs établissements et ensuite augmenter les scolarités. Après vous restez indifférentes face à cette situation. Mais Pourquoi ? Êtes-vous complices de ces magouilles ou êtes-vous responsables de ces établissements qui commercialisent et détruisent l'avenir de ces enfants ?

Oui messieurs les autorités ! N'est-ce pas vous qui recrutez tout le monde dans ce secteur très noble et stratégique? même ceux qui n'ont aucune qualification d'être en classe. On se rappelle du discours de monsieur le Président président de la République lorsqu'il disait qu'il y a des professeurs qui font des fautes dans la construction d'une simple phrase. Je dis bien que vous êtes le problème et la solution de ce système. Alors trouvez-nous la solution pour ces milliers d'enfants qui n'ont aucun espoir ni soutien financier afin de réaliser leurs rêves. Pensez à eux.

GÉNÉRAL TOUMANY SANGARÉ, DG DE LA DOUANE

« Nous venons ici parce que c'est un problème de la République »

En plus des ministres et des présidents des institutions qui ont répondu présent à la convocation des tombeurs d'Alpha Condé, ce lundi 6 septembre au chapiteau du palais du peuple, il y a eu la présence de certains directeurs généraux, dont celui de la Douane.

Le Général Toumany Sangaré a, dans la précipitation des choses, précisé ceci : « *les nouvelles autorités sont celles qui viendront tout à l'heure dans la salle pour la concertation. Nous venons ici parce que c'est un problème de la*

République. »

Il faut retenir qu'au moment où nous mettons cet article en ligne, les désormais ex-ministres et présidents des institutions qui ont répondu à l'appel du nouvel homme fort de Guinée, colonel Mamady Doumbouya, ont quitté sous la tante pour la base des Forces spéciales.

Aux alentours du palais du peuple et à l'esplanade, des jeunes sont fortement mobilisés, des cris et acclamations retentissent de partout.

Mamadou Yaya Barry



ELIMINATOIRES COUPE DU MONDE 2022

La Guinée rate son entrée...

Pour sa toute première sortie au compte des éliminatoires de la coupe du monde Qatar 2022, la Guinée n'a pu faire qu'un match nul face à la Guinée Bissau (1-1), lors de cette rencontre délocalisée au stade Olympique de Nouakchott en Mauritanie.



Pourtant tout a bien démarré pour les visiteurs qui se sont vite mis en évidence grâce à un but de François Kamano dès la 7ème minute de jeu, sur une passe du capitaine Naby Keita. Sur ce score le Syli aurait pu marquer un second but avant la pause. Mais ni Mohamed Bayo, encore moins Kamano ne réussiront à doubler la mise.

À la reprise de la seconde période, la Guinée-Bissau reviendra à égalité (1-1, 46e) par Joseph Mendes. Face à l'inertie, le sélectionneur Didier Six essaiera quelques changements lançant Ibrahima Sory Conté Maibra, Moustapha Kouyaté et Seydouba Soumah sur la ligne offensive. Mais le Syli se heurte à un gardien adverse très vigilant. C'est sur ce score de parité que

l'arbitre mettra un terme.

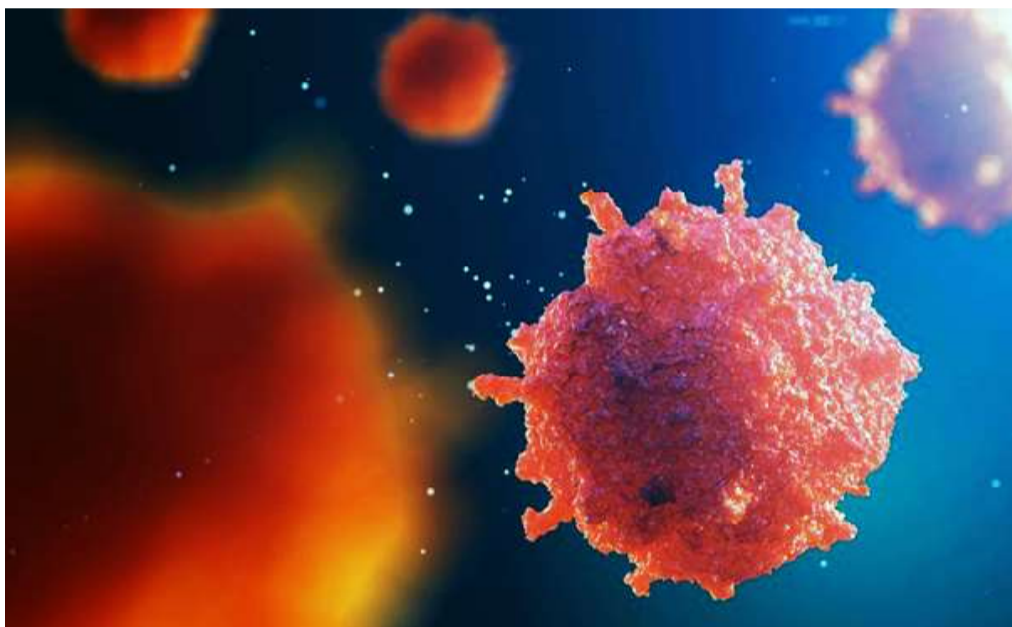
Il faut rappeler que le lundi 6 septembre 2021, la Guinée devait recevoir le Maroc, à Conakry au stade Général Lansana Conté de Nongo, pour la deuxième journée de ces éliminatoires du mondial 2022. Mais à cause du coup d'Etat survenu dimanche, le match a été reporté.

Amadou Tidiane Ndiré

Santé... Santé... Santé...

Le virus Ebola serait capable de survivre 2 ans dans le sperme de l'homme

Des chercheurs américains viennent de découvrir que, grâce à certaines protéines, le virus Ebola serait capable de survivre 2 ans et demi dans le sperme masculin.



Découvert en 1976 au Soudan et en République Démocratique du Congo, le virus Ebola est responsable de fortes fièvres et d'hémorragies souvent mortelles pour l'homme.

Entre humains, le virus (qui entraîne dans un premier temps des symptômes qui rappellent ceux de la grippe : fièvre supérieure à 38°C, faiblesse musculaire, maux de tête...) se transmet par contact direct avec le sang et les liquides biologiques des personnes infectées, mais aussi par contact indirect avec leur environnement.

En 2018, le virus Ebola est loin d'avoir disparu. Ainsi, en l'espace de 2 semaines à la fin du mois de mai 2018, 52 cas ont été recensés en République Démocratique du Congo - 22 personnes sont décédées.

Le virus peut survivre plus de 2 ans dans le sperme grâce à certaines protéines

Des chercheurs de la University of

Pennsylvania (aux États-Unis) viennent de faire une découverte inquiétante : le virus Ebola serait capable de survivre dans le sperme de l'homme durant... 2 ans et demi.

La clé du problème ? Ce sont les protéines amyloïdes contenues dans le sperme qui « aident » le virus à infecter d'autres cellules - ces protéines jouent également un rôle dans la transmission du VIH.

« Si nous parvenons à modifier la structure des protéines amyloïdes afin

d'empêcher la prolifération du virus, nous serons peut-être en mesure de mieux contrôler les épidémies qui sévissent actuellement en Afrique de l'Ouest » expliquent les chercheurs américains. Ceux-ci sont également en train de vérifier si la flore vaginale permet elle aussi la survie du virus Ebola.

Ces travaux ont été publiés dans la revue spécialisée Proceedings of the National Academy of Sciences.

In topsante

Billet

Je viens de visiter une exposition portant sur la Guinée en cartes postales, deux images contrastées me montent à l'esprit : d'abord la Guinée d'hier, une terre paradisiaque habitée par des populations asservies par un régime colonial. Ensuite la Guinée d'aujourd'hui, un pays en voie de paupérisation poussée du fait des clans maffieux ses propres rejets. On n'est pas sorti de l'auberge, hélas !

Walaoulou BILIVOGUI

Virus Ebola : toujours présent dans l'organisme des survivants

Les résultats d'un suivi de 5 ans des survivants d'Ebola, montrent que le taux d'anticorps reste élevé chez les deux tiers d'entre eux. Il augmente même chez certains, suggérant la persistance de réservoirs du virus dans l'organisme.



L'épidémie d'Ebola, qui a sévi en Afrique de l'Ouest entre 2013 et 2016, causée par l'espèce Zaire du virus, a provoqué 11 000 décès. Plus de 17 000 personnes y ont toutefois survécu.

C'est pendant ce grave épisode que plus de 800 personnes infectées par le virus ont été recrutées dans trois sites en Guinée pour former la «cohorte PostEboGui» destinée à suivre les éventuelles séquelles de la maladie. Ces patients ont bénéficié de consultations régulières jusqu'à 60 mois après leur sortie du centre de traitement Ebola. Parmi ces patients, 45 % étaient des hommes, 55 % des femmes et l'âge médian était de 27,3 ans (21 % avaient moins de 18 ans).

Il existe des réservoirs du virus chez certains survivants

Les premiers résultats de ce suivi de grande ampleur viennent d'être publiés dans la revue The Lancet Microbe. Ils indiquent que, cinq ans après leur sortie du centre de traitement Ebola, 76 % des survivants possédaient des anticorps contre un antigène particulier du virus et 60 % contre deux autres antigènes. Des données précieuses à connaître pour la conception d'un vaccin. Néanmoins, les chercheurs ont noté une diminution globale de la concentration en anticorps

avec le temps : dans l'ensemble près d'un quart des sujets n'ont plus d'anticorps détectables après 60 mois.

Les chercheurs ont également découvert que les anticorps augmentaient au fil des mois chez certains survivants. «Ces résultats viennent appuyer l'hypothèse de l'existence de réservoirs viraux dans l'organisme : ces virus internes pourraient être responsables de la re-stimulation immunitaire des patients sans qu'ils n'aient été réinfectés ou ré-exposés au virus dans le milieu extérieur» expliquent-ils dans un communiqué. «Le risque est de voir de nouveaux cas d'Ebola provenir de survivants. C'est probablement ce qui s'est passé lors de la résurgence de la maladie en Guinée en janvier dernier, 5 ans après la fin de l'épidémie».

Les deux investigateurs concluent leurs travaux en alertant sur la nécessité d'un suivi adapté pour les survivants d'Ebola, tant qu'aucun traitement ne permettra d'éradiquer les réservoirs viraux de l'organisme des malades.

Source : Temporal evolution of the humoral antibody response after Ebola virus disease in Guinea: a 60-month observational prospective cohort study, The Lancet Microbe, septembre 2021

Programme des Nations Unies pour le Développement



Au service
des peuples
et des nations

Le PNUD/GUINEE RECHERCHE :

- Recrutement d'un consultant international pour l'élaboration d'un plan stratégique de développement de l'Observatoire National de la Jeunesse (2021-2025)
- Recrutement d'un(e) Consultant(e) International(e) : Pour l'appui psychosocial de femmes entrepreneurs dans la conduite du changement au sein du projet YouthConnekt for Women.
- Consultant(e) en communication sociale et l'animation en changement de comportements pour la prévention des maladies endémiques (maladie à Virus Ebola, VIH SIDA) et en sécurité des riverains dans les communautés de l'axe routier Coyah-Farmoriah.
- Consultant Prestataire de service pour le renforcement de capacité sur les techniques agro écologique de maraichage, de développement des chaînes de valeur et accès aux marchés en faveur des femmes bénéficiaires de plateformes multifonctionnelles

Les consultants intéressés sont priés de consulter la version intégrale de l'invitation à

Soumissionner pour les spécifications à travers les liens ci-dessous :

https://procurement-notices.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=81714 **Recrutement d'un consultant international pour l'élaboration d'un plan stratégique de développement de l'Observatoire National de la Jeunesse (2021-2025)**

https://procurement-notices.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=82825 **Recrutement d'un(e) Consultant(e) International(e) : Pour l'appui psychosocial de femmes entrepreneurs dans la conduite du changement au sein du projet YouthConnekt for Women.**

https://procurement-notices.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=82767 **Consultant(e) en communication sociale et l'animation en changement de comportements pour la prévention des maladies endémiques (maladie à Virus Ebola, VIH SIDA) et en sécurité des riverains dans les communautés de l'axe routier Coyah-Farmoriah.**

https://procurement-notices.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=82764 **Consultant Prestataire de service pour le renforcement de capacité sur les techniques agro écologique de maraichage, de développement des chaînes de valeur et accès aux marchés en faveur des femmes bénéficiaires de plateformes multifonctionnelles**

Les dossiers de soumissions des offres doivent être envoyés uniquement par e-mail à l'adresse : ic.offres.gn@undp.org

Date limite de dépôt des dossiers : Le Mercredi 22 Septembre 2021 à 00Heure 00 Mn, GMT.

« Le PNUD a une tolérance zéro pour la corruption.
Les services de recrutement et des achats du PNUD sont gratuits et aucun paiement n'est exigé pour nos services.
En cas de violation de ces principes, veuillez nous contacter par le biais de l'adresse email suivante : jedenoncelacorruption.gn@undp.org»

Programme des Nations Unies pour le Développement



Au service
des peuples
et des nations

Avis de « Recrutement d'un Consultant(e) national Prestataire de service de formation sur l'esprit d'entreprise et la gestion comptable simplifiée en faveur des femmes bénéficiaires de plateformes multifonctionnelles dans les villages de Mangata Préfecture de Coyah et de Forécariah Préfecture Forécariah. »

Le/la consultant (e)devra au moins avoir :

Education :

- ✓ Avoir un minimum de 5 ans d'expériences dans les domaines de la formation en esprit d'entreprise et gestion simplifiée dispensé de façon pratique avec une maîtrise de la langue des communautés bénéficiaires (Basse Guinée)

Expérience :

- ✓ Une expérience de travail antérieure avec les groupements et associations de femmes particulièrement dans le domaine de la formation en esprit d'entreprise et de gestion simplifiée
- ✓ Avoir une bonne connaissance du secteur rural guinéen;
- ✓ Bonne maîtrise de la langue du terroir la plus parlée ;
- ✓ Connaissance de la pédagogie d'adulte et de la formation action, basée sur les préoccupations d'autonomisation des bénéficiaires
- ✓ Avoir une capacité d'établir le lien entre les activités d'exploitation et de gestion des plateformes et les collectivités locales qui les abritent, en termes d'appui, de gestion et de suivi.
- ✓ Avoir une capacité de l'administration des outils de formation en langue locale avec la participation des acteurs potentiels concernés (groupements, associations de femmes.)
- ✓ Fait preuve d'intégrité en modélisant les valeurs et les normes éthiques du PNUD...

Langues requises :

- ✓ Langue de travail : Français

Modalités de soumission :

Dans son dossier de candidature, le consultant soumettra une offre technique comprenant notamment l'approche méthodologique, sa compréhension de la mission, le déroulement de la mission, les différentes tâches à faire et le contenu des rapports à fournir. Une séance de présentation et de validation du plan de réalisation de la mission sera organisée avec le consultant avant le démarrage effectif des travaux. L'offre technique sera accompagnée d'une offre financière détaillée.

Les candidats intéressés sont priés de consulter la version intégrale des termes de référence à travers le lien :

Les dossiers de candidature doivent être envoyés par e-mail à l'adresse : ic.offres.gn@undp.org

https://procurement-notices.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=82793

Chaque envoi ne doit pas dépasser **5 MB** ;

La soumission en version physique sous plis fermés n'est pas acceptée.

Toute offre reçue hors délai ou envoyée en dehors de l'adresse électronique ic.offres.gn@undp.org ne sera pas prise en compte.

Date limite de dépôt des dossiers : 19 Septembre 2021 à 00h00mn GMT.

« Le PNUD a une tolérance zéro pour la corruption.
Les services de recrutement et des achats du PNUD sont gratuits et aucun paiement n'est exigé pour nos services.
En cas de violation de ces principes, veuillez nous contacter par le biais de l'adresse email suivante : jedenoncelacorruption.gn@undp.org»

Programme des Nations Unies pour le Développement



Au service
des peuples
et des nations

Avis de « Recrutement d'une ONG spécialisée en alphabétisation fonctionnelle pour la formation des groupements bénéficiaires de plateformes multifonctionnelles des villages cibles du projet PTFM et autonomisation des femmes des Préfectures de Coyah et Forécariah »

Le/la consultant (e)devra au moins avoir :

Education :

- Avoir un minimum de 5 ans d'expériences dans le domaine de formation en alphabétisation fonctionnelle dispensé de façon pratique avec une maîtrise de la langue des communautés bénéficiaires (Basse Guinée)

Expérience :

- Etre une ONG agréée dans le domaine de l'alphabétisation
- Une expérience de travail antérieure avec les communautés, les groupements et associations de femmes dans le domaine de la formation en alphabétisation fonctionnelle Avoir une bonne connaissance du secteur rural guinéen ;
- Bonne maîtrise de la langue du terroir la plus parlée
- Capacité à travailler de manière autonome dans le domaine de l'alphabétisation, la pédagogie d'adulte ainsi que la formation action, basée sur les préoccupations de gestion des unités économiques rurales installées au profit des femmes pour leur 'autonomisation.
- Avoir une capacité de l'administration des outils de formation avec la participation des acteurs potentiels concernés (groupements, associations de femmes,)
- Fait preuve d'intégrité en modélisant les valeurs et les normes éthiques du PNUD

Langues requises :

- ✓ Langue de travail : Français

Modalités de soumission :

Dans son dossier de candidature, l'ONG soumettra une offre technique comprenant notamment l'approche méthodologique, l'expérience détaillée du Chef et membres de mission, sa compréhension de la mission, le déroulement de la mission, les différentes tâches à faire et le contenu des rapports à fournir. Une séance de présentation et de validation du plan de réalisation de la mission sera organisée avec le ONG avant le démarrage effectif des travaux. L'offre technique sera accompagnée d'une offre financière détaillée en GNF.

Les candidats intéressés sont priés de consulter la version intégrale des termes de référence à travers le lien :

Les dossiers de candidature doivent être envoyés par e-mail à l'adresse : offres.gn@undp.org

https://procurement-notice.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=82808

Chaque envoi ne doit pas dépasser 5 MB ;

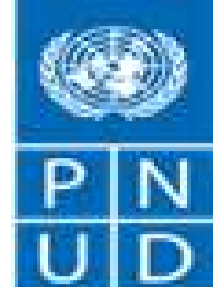
La soumission en version physique sous plis fermés n'est pas acceptée.

Toute offre reçue hors délai ou envoyée en dehors de l'adresse électronique ic.offres.gn@undp.org ne sera pas prise en compte.

Date limite de dépôt des dossiers : 19 Septembre 2021 à 00h00mn GMT.

« Le PNUD a une tolérance zéro pour la corruption.
Les services de recrutement et des achats du PNUD sont gratuits et aucun paiement n'est exigé pour nos services.
En cas de violation de ces principes, veuillez nous contacter par le biais de l'adresse email suivante : jedenoncelacorruption.gn@undp.org»

Programme des Nations Unies pour le Développement



Au service
des peuples
et des nations

Avis de « Recrutement Consultant National Senior chargé d'appuyer le MCI dans la finalisation du document de politique de coopération internationale et l'accélération de la mise en œuvre d'actions et initiatives stratégiques du Département en matière de développement de la coopération internationale »

Le/la consultant (e)devra au moins avoir :

Education :

L'expert devra être de formation supérieure, Master (bac + 5 minimum) en Economie du Développement et Relations Internationales. En outre, l'intéressé devra remplir les conditions suivantes

Expérience :

- ✓ Avoir une expérience pertinente d'au moins 15 ans dans l'analyse, le suivi et / ou la gestion du développement ou de la coopération internationale ;
- ✓ avoir une parfaite connaissance de la coopération au développement, de l'efficacité de l'aide, de la Coopération Sud-Sud et Triangulaire et du Système des Nations Unies;
- ✓ avoir une grande capacité de travailler en équipe, sous pression et le sens du respect des engagement ainsi que des délais.
- ✓ Être capable d'utiliser les applications standard MS Office (Word, Excel, Access et Power Point)....

Langues requises :

- ✓ Langue de travail : Français et Anglais,

Modalités de soumission :

Dans son dossier de candidature, le consultant soumettra une offre technique comprenant notamment l'approche méthodologique, sa compréhension de la mission, le déroulement de la mission, les différentes tâches à faire et le contenu des rapports à fournir. Une séance de présentation et de validation du plan de réalisation de la mission sera organisée avec le consultant avant le démarrage effectif des travaux. L'offre technique sera accompagnée d'une offre financière détaillée.

Les candidats intéressés sont priés de consulter la version intégrale des termes de référence à travers le lien :

Les dossiers de candidature doivent être envoyés par e-mail à l'adresse : ic.offres.gn@undp.org

https://procurement-notice.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=81845

Chaque envoi ne doit pas dépasser **5 MB** ;

La soumission en version physique sous plis fermés n'est pas acceptée.

Toute offre reçue hors délai ou envoyée en dehors de l'adresse électronique ic.offres.gn@undp.org ne sera pas prise en compte.

Date limite de dépôt des dossiers : 12 Septembre 2021 à 00h00mn GMT.

« Le PNUD a une tolérance zéro pour la corruption.
Les services de recrutement et des achats du PNUD sont gratuits et aucun paiement n'est exigé pour nos services.
En cas de violation de ces principes, veuillez nous contacter par le biais de l'adresse email suivante : jedenoncelacorruption.gn@undp.org»

GUINEE CONAKRY
1XBET

LOTTERIE NATIONALE GUINEE

PARIS SPORTIFS EN LIGNE

NUMERO VERT 625 66 66 66

Jouons responsable

GUINEE CONAKRY
1XBET

LOTTERIE NATIONALE GUINEE

PARIS SPORTIFS EN LIGNE

NUMERO VERT 625 66 66 66

Jouons responsable